

## 19. LA GOUVERNANCE DES ETATS

Prendre en compte la dimension politique du développement amène à s'interroger sur la compétence et les aptitudes des gouvernements et des institutions qui sont en charge des populations, et qui devraient, *a priori*, s'efforcer d'apporter des solutions à leurs problèmes. La responsabilité politique des dirigeants, ainsi que l'organisation des systèmes de pouvoir sont en première ligne dans la mise en œuvre des politiques de développement. La croissance économique, l'éducation et la santé des populations, le bien-être, ne peuvent la plupart du temps exister que dans un cadre légal et grâce à des infrastructures qui sont de la compétence des Etats. Disposer de systèmes de communication et de télécommunications efficaces, d'écoles et d'universités, de dispensaires et d'hôpitaux, de structures de marché, d'un système bancaire et monétaire, etc... sont autant de bases indispensables au développement humain. Ces bases ne peuvent être mises en place que dans un cadre collectif, ce qui suppose aussi que les Etats ou les organisations disposent de moyens financiers et d'un système de fiscalité aussi juste que possible.

L'évaluation de la compétence des Etats est un problème complexe, qui interfère souvent avec des jugements de valeur. Il n'est pas question ici de chercher à voir si tel ou tel système politique ou idéologique est supérieur à un autre, mais de rechercher des critères objectifs et mesurables permettant de mesurer l'efficacité de l'organisation et de l'action politique des Etats.

Depuis 2002, le programme « Worldwide Governance Indicators », mis en œuvre par la Banque Mondiale, propose une évaluation de ce type, à partir de 6 indicateurs :

- \* Liberté de la presse, d'expression et d'association ; participation des citoyens au choix de leurs dirigeants.

- \* Stabilité politique, menaces de contrainte ou de violence sur les gouvernements.

- \* Qualité et indépendance des services publics, qualité du débat politique, de l'engagement et de la responsabilité des gouvernements.

- \* Aptitude des gouvernements à promouvoir le développement du secteur privé.

- \* Etat de droit ; respect des contrats, du droit de propriété ; efficacité de la police et de la justice ; insécurité.

- \* Contrôle de la corruption ; captation de l'Etat et de ses services au profit des élites.

Chacun de ces critères est évalué sur la base d'enquêtes auprès d'individus, d'entreprises, de représentants de la société civile (ONG, think tanks, institutions diverses). La Banque Mondiale insiste sur le fait qu'il s'agit d'opinions collectées et d'impressions, à partir desquelles est produit un indice, qui varie de -2,5 (faible) à +2,5 (satisfaisant) pour chacun des critères. Soucieuse de son exigence de neutralité, la Banque Mondiale insiste sur le fait que cette évaluation ne reflète en aucun cas l'opinion de l'institution ou de ses dirigeants, et ne produit pas de synthèse de ces 6 indices !

L'indice synthétique proposé ici est donc réalisé à partir de ces données, en en faisant la simple somme arithmétique. Les valeurs peuvent donc théoriquement varier de -15 (soit -2,5\*6) pour les situations les plus catastrophiques, à +15 (soit +2,5\*6), pour les situations les plus satisfaisantes.

*La carte met en évidence un vaste arc de pays dont la gouvernance laisse à désirer. Cet arc part d'Asie, avec le Myanmar et la Corée du Nord et va jusqu'en Afrique, en République démocratique du Congo, en passant par l'Asie Centrale et le Moyen-Orient. On retrouve dans cette catégorie, qui comprend aussi quelques pays d'Amérique Latine, des pays dont le PNUD considère qu'ils ont un niveau de développement humain très élevé, comme Cuba, l'Argentine, ou l'Arabie Saoudite. A l'opposé, tous les pays au développement humain faible ont un indice de gouvernance négatif ! Et il n'est positif que pour 10 des 42 pays au développement humain moyen, avec une performance intéressante au Botswana...*

*Sans surprise, la gouvernance est satisfaisante en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que sur le pourtour occidental du Pacifique (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour, Malaisie, Australie, Nouvelle-Zélande). La conclusion est nette : tous les pays en retard de développement humain sont mal gouvernés ; et tous les pays bien gouvernés (6 indicateurs positifs) ont un niveau de développement humain élevé ou très élevé, à 3 exceptions près (Namibie, Cap-Vert, Botswana, IDH moyen).*

Le bilan est médiocre... 115 pays (sur 196 évalués en 2012) ont une note globale négative, et ils représentent 79% de la population mondiale ! Les cas les plus graves (note globale inférieure à -7,5) concernent 20 pays, soit 6% de la population mondiale. A l'autre bout de l'échelle, les pays les mieux gouvernés (note globale supérieure à 7,5) sont au nombre de 21, et représentent 8,7% de la population mondiale. La France, avec une note de 7,07 en 2012, n'en fait pas partie... 70 pays (28% de la population mondiale) ont une note négative sur les 6 critères, alors que seulement 51 pays (14% de la population mondiale) ont une note positive sur ce même ensemble de critères.

Les 5 pays ...	
... les mieux gouvernés	... les moins bien gouvernés
Finlande (11,20)	Somalie (-13,65)
Suède (10,95)	République Démocratique du Congo (-9,76)
Nouvelle-Zélande (10,83)	Soudan (-9,74)
Norvège (10,68)	Syrie (-9,53)
Danemark (10,60)	Afghanistan (-9,47)

*Indice global de gouvernance, calculé à partir des données du Worldwide Governance Indicators, Banque Mondiale (2012)*